

Les opérateurs régionaux s'unissent pour accéder à la fibre d'Orange

Le 21 mars dernier a vu bourgeonner une nouvelle initiative lobbyiste dans le secteur des télécoms en France avec la naissance de l'Association des opérateurs télécoms alternatifs indépendants (AOTA). Ce groupement, qui entend réunir les « petits » opérateurs régionaux en terme de taille de structure et de répartition géographique, s'inscrit en parallèle d'organisations comme la FFTélécoms (qui réunit principalement les acteurs nationaux à l'exception de Free), la Firip (qui regroupe les industriels des réseaux d'initiative publique), la FFDN (les fournisseurs d'accès associatifs) ou encore Alternative Telecom qui a récemment élargi son bureau composés de MVNO (opérateur de réseau mobile virtuel) aux opérateurs alternatifs fixes.

A l'inverse d'Alternative Télécom (dont les membres s'appuient majoritairement sur les réseaux des opérateurs nationaux), l'AOTA réunit exclusivement les opérateurs qui possèdent une infrastructure, que ce soit un coeur de réseau, une activité de deux collectes au moins auprès d'opérateurs d'infrastructures ou encore de la fibre noire en propre. Ils proposent leurs services en direction des entreprises, essentiellement. Et plus généralement au niveau local. Un statut qui les tient à l'écart des grandes décisions réglementaires et des opérateurs nationaux, Orange en premier lieu, auprès desquels ils espèrent faire entendre leur voix pour renforcer leur visibilité.

Développer la filière alternative

Améliorer les relations avec les principales divisions opérateurs d'acteurs puissants, créer des synergies entre adhérents, participer à la régulation régionale comme nationale, stimuler la concurrence par les infrastructures ou encore établir une charte de bonnes pratiques font partie des missions que se fixent l'Aota. Le volet mobile pourra aussi être abordé. *« Nous sommes des chefs d'entreprises qui se prennent en main pour développer leur filière d'opérateurs alternatifs et qui savent réfléchir ensemble pour agir en bonne intelligence lorsque nécessaire dans l'intérêt collectif »,* indique David Marciano, le président et co-dirigeant d'Adenis, sur la page [Facebook](#) de la nouvelle association. Parmi les premiers chantiers, l'AOTA a initié le développement d'une plateforme d'éligibilité fibre apportée par les adhérents qui en possèdent en propre avec une offre de gros pour les confrères. Un rendez-vous avec Orange a également été pris. *« [il] nous permet d'ailleurs d'entrevoir de bonnes choses dans les mois à venir »,* laisse entendre David Marciano. A l'instar des membres d'Alternative Telecom, les opérateurs régionaux se plaignent également du manque d'accès à la fibre d'Orange, voire SFR, seuls opérateurs à aujourd'hui massivement déployer de la fibre sur le territoire.

Pour l'heure, l'AOTA compte une vingtaine de membres. Dix opérateurs figurent au conseil d'administration dont cinq (Adenis, Ergatel France, Fullsave, Netalis et Add On Multimedia) animent un bureau élu pour deux ans. Une douzaine d'autres acteurs a rejoint le mouvement et une dizaine supplémentaire déclare y manifester un intérêt. Au moment de sa création, l'AOTA représentait 450 emplois et 70 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Lire également

[Fibre : le lobby des petits opérateurs dénonce le quasi-monopole d'Orange](#)

[Le troisième opérateur de wholesale Kosc Telecom prêt à décoller](#)

[FTTH : l'Arcep veut mieux encadrer la fibre d'Orange](#)

Photo credit: Point d'Appui National ANT via [Visualhunt.com](#) / [CC BY](#)